



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2024-06-00109 DU 11 JUIN 2024

portant modification des prescriptions portées

par l'arrêté préfectoral n° 52-2024-02-00032 du 06 février 2024 complémentaires
à l'arrêté préfectoral n° 2005 du 26 juin 2008 autorisant l'exploitation
d'une usine de fabrication de pare-chocs
par la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR
sur le territoire de la commune de LANGRES

La Préfète de Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les articles L.515-28 à L.515-31 et les articles R.515-58 à R.515-84 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005 du 26 juin 2008 modifié autorisant la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de pare-chocs sur le territoire de la commune de LANGRES ;

VU le dossier de réexamen et le rapport de base transmis le 17 août 2022 par la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR pour son site de LANGRES ;

VU les Plans de Gestion des Solvants (PGS) de la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR pour les années 2020, 2021, 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2024-02-00032 du 06 février 2024 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2005 du 26 juin 2008 susvisé ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 28 mai 2024 établi comme suite à la visite d'inspection le 14 mai 2024 du site de LANGRES exploité par la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR ;

VU le courrier électronique en date du 03 juin 2024 de la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR ;

CONSIDERANT que la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR a fourni des éléments telles que les Fiches de Données de Sécurité ainsi que les attestations des fournisseurs garantissant que les produits utilisés sur le site de LANGRES n'appartiennent pas à la famille des CMR (Cancérogènes, Mutagènes ou toxiques pour la Reproduction) ;

CONSIDERANT l'absence avérée d'utilisation de produit CMR sur le site de LANGRES exploité par la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR ;

CONSIDERANT que l'article 3 de l'arrêté préfectoral 52-2024-02-00032 du 06 février 2024 dispose que la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR réalise, à sa charge, une mesure mensuelle représentative de l'activité du moment sur le paramètre COVT sur l'ensemble des émissaires de son établissement de LANGRES ;

CONSIDERANT que la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR a démontré une variation notable de la production du site de LANGRES entre les deux visites d'inspection ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n° 52-2024-02-00032 du 06 février 2024 susvisé complétant l'arrêté préfectoral n° 2005 du 26 juin 2008 susvisé autorisant l'exploitation d'une usine de fabrication de pare-chocs par la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR sur le territoire de la commune de LANGRES est modifié par le présent arrêté.

Article 2 :

Le premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 52-2024-02-00032 du 06 février 2024 susvisé est supprimé et remplacé comme suit :

« **Pendant 1 an à compter de la date de la notification du présent arrêté**, la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR réalise, à sa charge, une mesure trimestrielle représentative de l'activité du moment sur le paramètre COVT sur l'ensemble des émissaires de son établissement, à savoir : l'oxydateur thermique, le poste de flammage, la distillation, la broierie et la chaudière. »

Article 3 : Voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ,
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Article 4 : Publicité

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de LANGRES et peut y être consultée.

Un extrait de l'arrêté est affiché en mairie de LANGRES pendant une durée minimum d'un mois.

L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de LANGRES et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR et dont une copie sera transmise au maire de LANGRES.

Chaumont, le 11 JUIN 2024

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

